

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 998^e
SÉANCE

Mardi 30 novembre 1965,
à 15 h 30



NEW YORK

SOMMAIRE

Point 40 de l'ordre du jour:

Action dans le domaine du développement industriel (suite):

a) *Rapports du Comité du développement industriel sur ses quatrième et cinquième sessions;*

b) *Rapport du Secrétaire général. 271*

Point 38 de l'ordre du jour:

Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapports du Secrétaire général (suite). 274

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

POINT 40 DE L'ORDRE DU JOUR

Action dans le domaine du développement industriel (suite*) [A/5775 et Add.1, A/5835, A/6070, A/6092; E/3921 et Add.1 à 3; E/C.5/62/Add.1; A/C.2/L.794, L.805/Rev.1 et Corr.1, L.809/Rev.1]:

a) Rapports du Comité du développement industriel sur ses quatrième et cinquième sessions (E/3869, E/4065);

b) Rapport du Secrétaire général (A/5826, A/6091)

1. M. FERNANDINI (Pérou) présente le projet de résolution des 50 puissances (A/C.2/L.805/Rev.1 et Corr.1). Comme le texte révisé constitue une tentative pour prendre en considération tous les points de vue exprimés au cours du débat, M. Fernandini espère que les pays développés lui apporteront leur appui.

2. Le but des changements apportés au préambule est de rendre toutes les références plus précises. La nouvelle Organisation pour le développement industriel proposée au paragraphe 1 du dispositif présente le grand avantage d'être souple et sa création n'impliquerait aucun engagement quant à la forme définitive de l'institution permanente; la proposition de financer cette organisation à la fois à partir du budget ordinaire et du Programme des Nations Unies pour le développement devrait convenir aux délégations qui ont exprimé leur inquiétude à ce sujet. Le paragraphe 4 du dispositif prie le Comité préparatoire de soumettre son rapport au Conseil économique et social plutôt que directement à l'Assemblée générale. Les auteurs ont décidé de ne pas modifier le paragraphe 5 du dispositif afin de pouvoir y incorporer au besoin les propositions figurant dans le projet de résolution des quatre puissances (A/C.2/L.809/Rev.1).

*Reprise des débats de la 994^{ème} séance.

3. M. ALLANA (Pakistan) remercie, au nom de certains des auteurs du texte révisé, les auteurs du projet de résolution initial (A/C.2/L.805) des efforts qu'ils ont faits pour tenir compte de leurs opinions dans le nouveau texte. La délégation pakistanaise a toujours été en faveur de la création d'une institution spécialisée depuis qu'elle a été proposée et elle estime regrettable qu'un certain nombre de pays économiquement avancés s'y opposent encore malgré les recommandations favorables à cet égard de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, du Comité du développement industriel et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La délégation pakistanaise fait appel aux pays développés pour qu'ils ne cherchent pas à profiter seuls des avantages de la science et de la technique et qu'ils joignent leurs efforts à ceux des pays en voie de développement pour sauver l'humanité de la pauvreté, de la faim et de la maladie.

4. M. Allana attire l'attention sur le fait que le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.2/L.809/Rev.1, d'après lequel l'Assemblée se féliciterait des propositions relatives au renforcement du Centre de développement industriel, est en contradiction non seulement avec l'alinéa a du paragraphe 5 du projet de résolution des 50 puissances, mais avec le paragraphe 1 de son propre dispositif qui déclare qu'il y a place pour de nouvelles activités opérationnelles du Centre. De plus, le paragraphe 3 n'indique pas quand doit commencer la "période expérimentale initiale" de deux ans: il est donc peu probable que l'on pourra disposer des contributions volontaires envisagées avant 1967-1968. S'il est exact, comme l'a déclaré le représentant du Libéria à la 994^{ème} séance, que le conflit entre les différents groupes ne porte pas sur les objectifs mais seulement sur les méthodes, il faut espérer que les modifications apportées au projet de résolution des 50 puissances permettront aux auteurs du document A/C.2/L.809/Rev.1 d'accorder leurs propositions à celles qui recueillent le soutien général des pays en voie de développement.

5. M. KANO (Nigéria) dit que les deux projets de résolution dont la Commission est saisie sont complémentaires: ils proposent en effet l'un et l'autre des moyens d'élargir les activités de développement industriel des Nations Unies. Les "services industriels spéciaux" dont il est question dans le projet de résolution A/C.2/L.809/Rev.1 pourraient compléter les activités de la nouvelle organisation autonome envisagée dans le projet de résolution des 50 puissances et seront extrêmement utiles au cours de la période qui précédera la création du cadre institutionnel définitif de l'industrialisation. La délégation nigérienne est en faveur de la nouvelle institution

spécialisée et estime que les institutions actuelles, comme la FAO et l'OIT, devront poursuivre leurs importantes activités industrielles dans le cadre de la nouvelle organisation.

6. M. SEKULIC (Yougoslavie) pense que les propositions contenues dans le projet de résolution A/C.2/L.805/Rev.1 offrent la seule solution satisfaisante pour créer un cadre institutionnel capable de promouvoir le développement industriel des pays en voie de développement. Ce n'est, en effet, ni en coordonnant ni en développant les institutions actuelles que l'on pourra remplacer convenablement une institution qui consacrera tous ses moyens à des problèmes déterminés posés par l'industrialisation. Etant souple, le projet de résolution révisé permettra certainement à l'Assemblée générale de décider quels sont les rouages institutionnels qui conviennent le mieux au développement industriel, et permettra au Secrétariat de faciliter comme il convient les travaux du Comité préparatoire envisagé. Les propositions contenues dans les paragraphes 5, 7 et 8 du dispositif, qui ont trait à l'intensification des activités du Centre, permettront certainement à celui-ci d'améliorer ses services de renseignements de la planification industrielle. Les recherches que conduira le Centre à l'avenir devront se limiter aux aspects qui sont indispensables à la poursuite de ses activités opérationnelles. En outre, les pays en voie de développement, qui ont besoin d'obtenir le plus de renseignements possible sur la valeur d'un projet avant de le lancer, estiment indispensable que le Centre accorde plus d'attention à l'évaluation des projets.

7. Selon M. NAJA (Liban), si l'on persiste à s'opposer à la création d'une institution spécialisée, c'est peut-être pour n'avoir pas assez bien compris que les pays en voie de développement ne seraient pas seuls à bénéficier de leur industrialisation. Le développement des industries manufacturières, par exemple, accroîtrait les revenus nationaux de ces pays et offrirait ainsi de meilleurs débouchés aux pays développés. Il ne suffit pas, cependant, de reconnaître les avantages réciproques de l'industrialisation; les pays en voie de développement ont besoin de commencer leurs programmes d'industrialisation sans plus tarder. C'est pour cette raison que la délégation libanaise votera contre le projet de résolution A/C.2/L.809/Rev.1 qui penche pour le renforcement du Centre de développement industriel et retarde ainsi la création d'une institution autonome qui favoriserait le développement industriel. En revanche, les propositions contenues dans le projet de résolution A/C.2/L.805/Rev.1 sont la suite logique des mesures pratiques qui ont été prises pour encourager le développement industriel dans les pays en voie de développement; elles feront, pour le développement industriel, ce que font la FAO et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour l'agriculture et le commerce.

8. M. POLIT ORTIZ (Equateur) s'associe à l'appel adressé aux pays industrialisés pour qu'ils accordent leur appui au projet de résolution A/C.2/L.805/Rev.1 qui est maintenant parrainé par un nombre impressionnant de délégations. Il rappelle que le Conseil économique et social est saisi, à la reprise de sa trente-neuvième session, de la question de la compo-

sition du Comité du développement industriel (E/L.1094, par. 4); le Conseil ne se prononcera cependant pas à ce sujet avant que la Deuxième Commission ait adopté un projet de résolution sur le développement industriel.

9. Il est paradoxal de voir les Nations Unies reconnaître l'importance capitale de l'industrialisation pour les pays en voie de développement et se montrer, en même temps, peu disposées à créer des rouages appropriés ou à fournir des fonds suffisants à cette fin. Le projet de résolution A/C.2/L.805/Rev.1 peut réunir assez de voix à la Commission pour être adopté, mais ses auteurs ne sont pas à la recherche d'un simple vote majoritaire; ils ont besoin de l'appui des nations industrialisées.

10. En 1965 — Année de la coopération internationale et du vingtième anniversaire de la création de l'Organisation — on peut se demander si les pays économiquement avancés font tout ce qui est en leur pouvoir pour aider les pays en voie de développement à surmonter les éternels problèmes qui se posent à eux: la pauvreté, l'exploitation, les fluctuations des prix des produits de base, leur exclusion des marchés mondiaux et les discriminations commerciales. Ce n'est que l'industrialisation qui permettra à ces pays d'améliorer leur position commerciale, d'augmenter leurs connaissances techniques, de trouver les ressources nécessaires au développement de leur production agricole, et de rivaliser avec les pays développés avec de plus grandes chances de succès. C'est pour atteindre ce but qu'il faut créer, dans le cadre des Nations Unies, une organisation autonome qui disposera des ressources nécessaires.

11. M. DELGADO (Sénégal) dit que sa délégation accepte comme principe général que la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel constitue le but final à atteindre. Cependant, la création d'une institution doit être l'expression de la volonté générale et non pas simplement d'un vote majoritaire. C'est pourquoi M. Delgado accueille avec satisfaction les deux projets de résolution qui représentent, à son avis, deux étapes différentes sur la voie que suivent tous les pays. Les deux textes contiennent des éléments positifs et ils reflètent les efforts sérieux qui sont faits pour atteindre les buts que se sont fixés les Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Ces deux textes ne se contredisent pas, ils se complètent.

12. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) espère que les auteurs des deux projets de résolution, ainsi que les autres délégations intéressées, pourront se réunir au plus tôt pour étudier la possibilité de trouver une solution acceptable. Les pays développés, tout autant que les pays en voie de développement, ont intérêt à ce que l'on aboutisse à une décision valable. Par conséquent, M. Roosevelt espère que le vote ne se fera pas de manière précipitée et que l'on consacrera encore quelque temps à la poursuite des négociations.

13. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation est prête à voter pour le paragraphe 1 du projet de résolution A/C.2/L.805/Rev.1, à la condition que le budget ordinaire des Nations Unies soit utilisé seulement pour les frais administratifs de l'organisation proposée et

que toutes les dépenses d'exécution soient à la charge du Programme des Nations Unies pour le développement. De plus, la composition du nouvel organe devrait être universelle.

14. La délégation soviétique ne peut pas voter pour le paragraphe 2 du dispositif parce que le mandat et le projet de statut de l'organe proposé devraient être établis par le Comité du développement industriel plutôt que par un nouveau comité préparatoire. De cette manière, on réaliserait une économie et on éviterait les doubles emplois. Ce paragraphe devrait être libellé comme suit: "Demande au Comité du développement industriel de définir le mandat et de rédiger un projet de statut de ladite organisation pour le développement industriel". Dans les paragraphes 3 et 4 du dispositif, les mots "Comité du développement industriel" devraient remplacer les mots "Comité préparatoire".

15. Au sujet du paragraphe 5, le représentant de l'URSS ne voit pas pourquoi il faudrait réitérer la demande faite au Secrétaire général par le Conseil économique et social à sa trente-neuvième session. Il espère aussi que, dans l'alinéa a, les auteurs envisagent toujours d'insérer une référence au paragraphe 7 de la résolution 1030 A (XXXVII) du Conseil et une recommandation pour qu'on accorde au Commissaire au développement industriel des fonds plus importants, provenant à la fois du budget ordinaire et du Programme des Nations Unies pour le développement.

16. Le représentant de l'Union soviétique note avec plaisir que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.809/Rev.1 ont accepté l'amendement de l'URSS au paragraphe 5 du dispositif, mais il continue de penser qu'il conviendrait d'insérer un nouveau paragraphe qui prierait le Secrétaire général de présenter un rapport analysant les raisons pour lesquelles si peu de pays en voie de développement ont fait une demande d'assistance technique dans le domaine du développement industriel. Il espère aussi que les auteurs ajouteront un paragraphe demandant au Secrétaire général de poursuivre l'organisation de cycles d'études régionaux en se servant des fonds du Programme des Nations Unies pour le développement.

17. M. RAMACHANDRAN (Inde) dit qu'il n'y a guère de désaccord au sein de la Commission sur la nécessité de créer un dispositif supplémentaire pour favoriser le développement industriel des pays en voie de développement. C'est seulement sur la forme de ce dispositif que les opinions diffèrent. Certains représentants veulent renforcer le Centre de développement industriel; d'autres désirent qu'un organe soit créé à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies elle-même; d'autres encore souhaitent une institution spécialisée complètement indépendante. L'objectif à long terme doit être d'établir une institution spécialisée, mais la délégation indienne a appuyé d'autres propositions, car elle les considère comme des moyens de parvenir à l'objectif final. C'est dans cet esprit que la délégation indienne votera pour le projet de résolution A/C.2/L.805/Rev.1, dont les paragraphes 1 et 2 du dispositif sont assez souples pour recueillir l'appui général.

18. M. BARIGYE (Ouganda) note avec satisfaction que ses amendements ont été incorporés dans le projet de résolution A/C.2/L.805/Rev.1. Il sera donc en mesure de voter pour ce projet, mais devra s'abstenir sur le projet de résolution A/C.2/L.809/Rev.1 si celui-ci est mis aux voix immédiatement. Le représentant de l'Ouganda propose de supprimer la deuxième partie du sixième alinéa du préambule à partir des mots "telle qu'elle est envisagée", d'insérer au septième alinéa du préambule les mots "les sections pertinentes du" après les mots "Ayant examiné", et d'insérer au paragraphe 1 du dispositif, après "Conclusion" les mots "sans préjudice d'une décision finale sur la structure et l'organisation futures des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel".

19. M. WHYTE (Royaume-Uni) constate que le débat a porté davantage sur des problèmes d'organisation que sur la question fondamentale, qui est d'aider les pays en voie de développement dans leur développement industriel. On a prétendu que la seule solution serait de créer une institution spécialisée, mais les différences d'opinions sur la nature de cette institution sont significatives, et semblent confirmer le point de vue de la délégation britannique, à savoir qu'il n'y a pas de base d'accord sur la solution à long terme. C'est pour cette raison qu'elle préfère s'attacher aux points sur lesquels on semble devoir réaliser des progrès dans un proche avenir.

20. A la suite de certaines propositions faites par les délégations des Etats-Unis, de la France, de l'URSS et de l'Ouganda, une version révisée du projet de résolution dont sa délégation est coauteur a été présentée (A/C.2/L.809/Rev.1). Le septième alinéa du préambule du texte original a été supprimé, mais le projet révisé ne répond pas à la demande du représentant de l'URSS qui souhaitait insérer un nouveau paragraphe dans le dispositif invitant le Secrétaire général à présenter un rapport sur les raisons de la situation; en effet le but de la résolution serait précisément de mettre le Centre de développement industriel en mesure de s'occuper de ce problème, plutôt que de demander un rapport de plus. En ce qui concerne la deuxième proposition du représentant de l'URSS demandant que des colloques et cycles d'études régionaux soient financés non seulement par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, mais aussi par les fonds du Programme des Nations Unies pour le développement, la délégation britannique ne pense pas que ces fonds doivent être utilisés à cette fin, sauf si l'on démontre qu'il y a un lien étroit entre les colloques et ce que l'on veut obtenir: stimuler le développement industriel dans les pays en voie de développement. Toutefois, il n'est nullement exclu que des délégations soumettent cette proposition au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement. La délégation britannique est prête à étudier des suggestions pour apporter d'autres modifications au projet de résolution révisé, comme celles que vient de proposer le représentant de l'Ouganda.

21. En ce qui concerne la proposition tendant à incorporer le dispositif du projet de résolution A/C.2/L.805/Rev.1 dans le projet de résolution A/C.2/L.809/Rev.1, il faudrait dans ce cas modifier encore

le premier de ces projets. La délégation britannique souhaite participer à toute réunion officielle pour discuter de la question, et elle est sûre qu'un progrès est possible.

22. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) est disposé à remanier sa deuxième proposition afin de demander au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement d'étudier la question de l'utilisation des fonds du Programme pour organiser des colloques et des cycles d'études régionaux.

23. M. WHYTE (Royaume-Uni) pense que cette question peut être examinée par le Conseil d'administration du Programme si une délégation veut en saisir cet organe. Toutefois il est prêt à poursuivre l'étude de la proposition du représentant de l'URSS.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinée aux pays en voie de développement: rapports du Secrétaire général (*suite*) [A/5732, A/5767, A/6085; E/3905 et Add.1, E/3917/Rev.1, E/4038 et Add.1, E/4079 et Add.1; A/C.2/L.822/Rev.1 et Corr.1, L.825/Rev.1]

24. M. RAMACHANDRAN (Inde) dit au sujet du projet de résolution dont il est coauteur (A/C.2/L.825/Rev.1), qu'on est parvenu à une entente générale au cours de consultations entre les différents groupes intéressés. A la suite de ces consultations, quelques amendements supplémentaires ont été acceptés. Au paragraphe 1 du dispositif, le mot "arrête" doit être remplacé par "retarde". Au paragraphe 3 du dispositif, les mots "de se conformer aux objectifs" doivent être remplacés par "d'avoir présents à l'esprit les objectifs". Comme l'a proposé le Japon, il convient de remplacer au paragraphe 4 du dispositif les mots "organismes compétents des Nations Unies et d'autres institutions financières internationales" par "organismes compétents des Nations Unies et/ou d'autres institutions financières internationales". Enfin, le mot "définitives" devrait être supprimé du paragraphe 5 du dispositif.

25. Le représentant de l'Inde espère que la Commission prouvera son intérêt sincère pour le noble idéal consistant à élever le niveau de vie des pays en voie de développement en adoptant le projet de résolution à une très forte majorité.

26. M. WHYTE (Royaume-Uni) demande un vote séparé portant à la fois sur le troisième alinéa du préambule et sur le paragraphe 3 du dispositif.

27. M. RENAUD (France) demande un vote séparé portant à la fois sur le quatrième alinéa du préambule et le paragraphe 4 du dispositif. En réponse à l'appel du représentant de l'Inde, la délégation française votera pour le projet de résolution amendé dans son ensemble, mais elle s'abstiendra dans les votes séparés sur le troisième alinéa du préambule et le paragraphe 3 du dispositif, ainsi que sur le quatrième alinéa du préambule et le paragraphe 4 du dispositif. La délégation française maintient en effet ses réserves au sujet des recommandations A.IV.4 et A.IV.5 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

28. M. M'BAYE (Guinée) demande que la Guinée soit ajoutée à la liste des auteurs du projet de résolution.

29. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution (A/C.2/L.825/Rev.1), tel qu'il a été modifié.

Par 63 voix contre zéro, avec 25 abstentions, le troisième alinéa du préambule et le paragraphe 3 du dispositif sont adoptés.

Par 74 voix contre zéro, avec 13 abstentions, le quatrième alinéa du préambule et le paragraphe 4 du dispositif sont adoptés.

Par 78 voix contre zéro, avec 12 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il a été modifié, est adopté.

30. M. PETERS (Dahomey) dit que deux modifications ont été apportées au projet de résolution des trois puissances (A/C.2/L.822/Rev.1 et Corr.1) à la suite des consultations. Dans le dernier alinéa du préambule, il convient d'ajouter "lorsque ces investissements sont faits à des conditions satisfaisantes à la fois pour les pays exportateurs de capitaux et pour les pays importateurs de capitaux". Dans le paragraphe 2 du dispositif, il faut ajouter les mots "et de la nécessité de respecter la souveraineté des pays où s'investissent ces capitaux", comme l'a proposé le représentant du Mexique.

31. M. MOLLER (Suède) demande un vote séparé sur les paragraphes 1 et 2 du dispositif.

32. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution (A/C.2/L.822/Rev.1 et Corr.1), tel qu'il a été modifié.

Par 56 voix contre zéro, avec 28 abstentions, le paragraphe 1 et le paragraphe 2 ainsi modifiés sont adoptés.

Par 65 voix contre zéro, avec 24 abstentions, l'ensemble du projet de résolution ainsi modifié est adopté.

La séance est levée à 18 h 40.